NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Lettre d'information du Nouveau Parti Anticapitaliste Nantes

contact@npa44.org
www.npa44.org
Facebook : NPA44
Instagram : npa_nantes

# Le 1er mai, déconfinons notre rage contre le coronavirus et son monde !

La Journée internationale des travailleur·euses s'inscrit dans une crise multiforme inédite, sanitaire mais également sociale et écologique majeure. Celle-ci est déjà pour les capitalistes un prétexte pour intensifier la guerre de classe. Ce 1er mai, nous avons donc encore plus de raisons qu'hier d'exprimer notre rage contre un système qui mène le monde à sa destruction.

### Double peine pour les travailleur·euses du monde entier

Partout dans le monde, ce sont les travailleur·euses les plus fragilisé·es et les plus pauvres qui sont plus que jamais en première ligne. La crise sanitaire a amplifié les inégalités, qu'elles soient de classe, de genre ou associées au statut d'immigré, et s'est agrégée aux inégalités et aux violences structurelles. Les populations payent le prix fort, reléguées dans les centres de rétentions, les bidonvilles ou les camps, comme à Ritsona en Grèce où 20 000 migrant·es s'entassent dans des conditions sanitaires déplorables sans véritable accès à l'eau.

En Syrie et en Irak, la crise sanitaire vient s'agréger aux guerres impérialistes qui ont laissé des sociétés exsangues, contraintes de choisir entre s'exposer et mourir de faim.

Plus que jamais dans ce contexte, les frontières ne protègent pas les populations mais elles tuent encore davantage des milliers d'êtres humains. Régulariser les sans-papiers reste donc une revendication centrale et vitale !

### Changer le système !

La crise de 2008 s'est traduite par une intensification de l'offensive néolibérale, un tournant austéritaire et sécuritaire. Dans la même logique, patronat et gouvernement nous préparent déjà à de nouveaux sacrifices, déjà à l'œuvre avant la fin du déconfinement : une semaine de travail à 60 heures, une journée de 12 heures, des congés imposés et amputés... Les travailleur·euses de la santé, du ménage ou de la grande distribution... ne passeront pas à la caisse comme les patrons du Medef qui recevront des milliards de dividendes et d'argent public.

Le « nouveau monde » de Macron ressemble de plus en plus à celui du XIXe siècle, celui des « rois de la mine et du rail »...

C'est l'inverse qu'il faut imposer. A l'évidence, on voit plus que jamais que les travailleur·euses sont indispensables au fonctionnement de la société. Ce sont donc eux qui doivent contrôler la production et définir les choix économiques et écologiques.

### Contre Macron, frapper ensemble !

Dans l'immédiat, il faut imposer des mesures d'urgence sanitaire et sociale pour limiter la propagation du virus et protéger la population la plus fragile, combattre la relance à tout prix de la machine à profits tout en refusant que nos droits et nos libertés soient confinés. Dans la suite des mobilisations des Gilets jaunes et contre la réforme des retraites, réussir ce 1er mai est donc un enjeu majeur, une première étape pour faire entendre notre camp social.

Si Macron en appelle à l'unité nationale, c'est bien dans l'objectif d'asphyxier toutes les oppositions et de briser le cycle des résistances. Cela nécessite de frapper ensemble par des actions coordonnées et simultanées sur les réseaux sociaux, les murs de nos quartiers, aux fenêtres et balcons, ou en manifestant dans la rue en tenant compte de la situation et des mesures de distanciation physique. C'est nous rendre visibles pour affirmer que, plus que jamais, « nos vies valent plus que leurs profits » !

# Réouverture des écoles le 11 mai : entre danger sanitaire et instrumentalisation

Alors que depuis le début de la crise sanitaire, les affirmations du gouvernement au sujet de l'éducation sont confuses - sur la fermeture des écoles, sur les examens, sur la continuité pédagogique... la dernière allocution de Macron a surpris tout le monde. Il annonçait alors un déconfinement progressif à partir du 11 mai, comprenant la réouverture des écoles (premier et second degré) et des crèches, sans aucun plan sanitaire !

Cette annonce a doublement choqué : d'abord parce qu'elle est intervenue dans un contexte où la crise sanitaire, loin d'être derrière nous, n'avait pas encore atteint son pic. Ensuite parce que personne n'est dupe, et que tout le monde a bien compris qu'il s'agissait de remettre tout le monde au travail, et qu'il faut bien, dès lors, que les enfants soient pris en charge.

### Rouvrir les écoles en dernier

Pourtant, les études et modèles le montrent, si des scénarios de déconfinement sont envisageables, la réouverture des écoles doit intervenir à la fin. Certes on en sait trop peu sur le virus pour savoir si les enfants sont des vecteurs de contamination importants ou non, mais sans connaissance précise, le principe de précaution doit primer.

Pour penser une réouverture des écoles et un déconfinement qui ne marquent pas le début d'une nouvelle vague de propagation massive du virus, il faudrait, pour commencer, que le taux de personnes contaminées soit plus bas, afin que les hôpitaux soient moins engorgés, et qu'il soit moins difficile de tester, prévenir, isoler les personnes malades et celles avec qui elles ont été en contact, et traiter les personnes infectées. En l'état, le 11 mai est une date trop proche pour que ces conditions soient réunies. D'ailleurs, les études montrent que ces conditions pourraient être bien meilleures à un mois près – ce qui n'est pas si éloigné et pourrait éviter de nombreux·ses mort·es supplémentaires. Et le conseil scientifique a rendu un rapport affirmant que dans le contexte sanitaire actuel, il ne devait pas y avoir de reprise de l'enseignement avant le mois de septembre.

### Philippe découvre les inégalités ?

Le gouvernement, dans ses annonces, justifie cette décision par la nécessité pour les élèves qui ont décroché, celles et ceux qui vivent dans des environnements difficiles, voire toxiques, d'avoir accès à l'école afin de ne pas renforcer des inégalités déjà trop importantes depuis le début de la crise.

Mais ces inégalités n'ont pas attendu le covid-19 pour exister. On peut légitimement douter de l'intérêt du gouvernement pour les quartiers populaires et les enfants les plus défavorisés quand il diminue drastiquement la carte du réseau ZEP, quand il supprime des postes à tours de bras dans l'éducation et l'éducation prioritaire, quand il entasse 35 élèves par classe, quand les assos des quartiers populaires perdent progressivement les moyens nécessaires à leur fonctionnement – quand elles existent encore… Une fois de plus, quand ça l'arrange, le gouvernement sait instrumentaliser la misère sociale pour justifier toutes ses mesures.

Peut être le gouvernement pourrait-il commencer par donner des moyens pour les familles qui vivent sous le seuil de pauvreté, pour les quartiers populaires, pour les ZEP et pour l'éducation en général ?

Bien sûr, il n'est pas question pour les personnels de l'éducation, comme les autres, de fermer les yeux sur la nécessité d'un déconfinement, ni sur les effets du confinement autoritaire que nous subissons, faute d'une bonne gestion du gouvernement au départ. Mais il faut exiger un déconfinement choisi et non, une nouvelle fois, subi.

### On veut des protections !

A minima pour l'école, il nous faut donc revendiquer, de manière impérative, des masques en qualité et quantité suffisantes, du gel hydroalcoolique, des moyens pour que les mesures de distanciation soient possibles dans les écoles, dans les transports scolaires ou transports en commun... ! Tant que ces mesures ne seront pas garanties, pour les écoles et les entreprises, ni les établissements scolaires ni les boites non essentielles ne doivent rouvrir. Les enseignant·es comme les autres travailleur·euses, élèves et parents le savent très bien.

# La crise sanitaire révèle les dangers du transfert du CHU sur l'île de Nantes

Bien que peu touchée à l'heure actuelle par l'épidémie de COVID19 en comparaison de l'est de la France métropolitaine, la région Nantaise a vu ses hôpitaux, mis en difficultés par l'afflux de malades. Manque de lits, de matériel, de personnels, recours aux dons… cette crise démontre de manière terrible que les politiques de réduction des dépenses publiques nous placent toutes et tous en grand danger. Le transfert des hôpitaux Hôtel Dieu et Laënnec sur l'île de Nantes est un projet majeur qui s'inscrit dans la continuité des politiques menées depuis plus de 20 ans visant à offrir toujours plus aux intérêts capitalistes.

### De nouvelles suppressions de postes !

Un coût d'un milliard d'euros annoncé, pour un coût réel estimé à 1,5 milliard. Un emplacement géographique difficile d'accès présentant des risques d'inondations et dont les sols instables imposent d'importants travaux de renforcement. Près de 350 lits supprimés sur un total actuel de 1600 pour l'ensemble des établissements Hotel Dieu et Laënnec, accompagnés par une suppression de 500 postes soit 800 emplois compte tenu des contrats à temps partiel.

Alors que nous sommes au cœur d'une épidémie dont les milliers de malades nécessitent une surveillance et des soins constants, il apparaît d'autant plus mensonger que ces réductions drastiques puissent être compensées par le recours accru à la télémédecine ou aux soins ambulatoires comme le prétend la direction de l'hôpital. Ces pratiques qui ont d'ailleurs déjà été en partie mises en place n'ont fait qu'engorger un peu plus les urgences du CHU et rediriger des patient.es vers les cliniques privées, leur imposant des dépenses non prises en charge par la sécurité sociale.

### Une aubaine pour les banques et promoteurs

Ce projet financé en majorité par l'emprunt auprès de banques privées, menace déjà de créer une dette qui servira de prétexte à de nouvelles restrictions de budgets à peine le nouvel hôpital sera-t-il en activité.

Pour boucler la boucle, les promoteurs immobiliers peuvent se réjouir de la destruction de l'Hôtel Dieu qui permettra d'ouvrir la voie à de nouveaux projets résidentiels qui ne seront accessibles qu'aux riches et renforceront un peu plus l'exclusion des classes populaires du centre ville.

Les conditions actuelles révèlent pleinement les risques que présente le futur hôpital tel qu'il est défini aujourd'hui. Il est nécessaire d'en stopper la construction et d'exiger une nouvelle évaluation des besoins réels de la population et des soignant·es en les impliquant pleinement dans le processus.

# En Marche fait sa rentrée à Nantes

LREM a prévue de faire sa rentrée politique à Nantes du 11 au 13 septembre en organisant son « Campus et territoire » au parc des expositions. L'an dernier cet évènement avait rassemblé 3500 personnes à Bordeaux, réunissant militant·es, parlementaires, ministres, …

Le dernier évènement de ce type à Nantes a été la tentative d'Université d'été du PS en 2016, annulée devant la forte mobilisation locale. Préparons-nous à les accueillir !

# Quel transport aérien pour l'après ?

Les annonces désastreuses pour les salarié·es de l'aérien s'enchainent. Airbus, après avoir cherché à maintenir sa production tout sauf indispensable, annonce maintenant des baisses d'activités avec des conséquences directes pour les salarié·es, les filiales et les sous-traitants. Alors que l'activité de Stelia Aerospace, filiale à 100% d'Airbus à Saint-Nazaire est fortement réduite, chez Daher (équipementier aéronautique) ce sont 3000 postes qui sont menacés sur les 10 000 du groupe (dont 1100 en Loire -Atlantique). Côté Air France le chômage partiel est annoncé au moins jusqu'à la fin de l'année. Ces restrictions chez les grands donneurs d'ordre ont évidemment des répercussions sur toute la chaine économique. Des travailleur·ses vont se retrouver au chômage, dans des situations individuelles et collectives difficiles, et cela aura des conséquences sur des bassins d'emploi entiers. Pourtant nos revendications doivent-elles seulement porter sur le maintien de ces emplois, dans une forme de « business as usual » ? Est-ce que l'on souhaite que le jour d'après, dans l'aérien comme ailleurs, ressemble au jour d'avant ?

### Un transport capitaliste et polluant

Le transport aérien est une activité polluante, intrinsèquement lié à la mondialisation capitaliste. Près de 28% des voyages sont faits pour raisons professionnelles[1]. En France, 20% du trafic est métropolitain[2], majoritairement entre des métropoles desservies par le TGV. Et si via les low cost le tourisme de masse s'est développé, la moitié des déplacements par avion est le fait des 20% de personnes dont les revenus par unité de consommation sont les plus élevés[3], alors que ce mode de transport est massivement subventionné (TVA nulle ou réduite, exemption de taxes, subvention des régions, ...). Le transport aérien mondial est responsable de 2 à 3% des émissions mondiales de $CO_2$, c'est-à-dire autant que celles de l'Allemagne, premier pollueur d'Europe. Ces quelques éléments montrent qu'une évolution du secteur, vers une réduction forte du trafic est indispensable. Dès à présent des actions peuvent être mises en place pour limiter le transport aérien : interdiction des vols court-courriers, interdiction du fret sauf produit de première nécessité, développement des correspondances intermodales (train-avion), rationalisation des transports via la création d'un service public européen, ... C'est notre utilisation de l'avion, à une échelle individuelle et collective qui doit être questionnée.

### Répondre aux inquiétudes des salarié·es

Mais ces actions doivent prises en concertation avec les salarié·es du secteur, et en répondant à leur juste inquiétude : si l'activité se réduit, quels emplois pour elles et eux demain ? Une première réponse est d'assurer un transport sûr et de qualité, à l'opposé de la trajectoire du secteur qui, avant la crise déjà, demandait des « hausses de productivité » à ses salarié·es alors que l'activité connaissait une forte croissance. Surtout, la crise sanitaire montre que la mondialisation capitaliste n'était pas une organisation efficiente : pénurie de masques, de blouses ou de tests produits à l'autre bout du monde. Nous devons relocaliser des industries et services ici, générateurs d'emplois, en cessant de coloniser économiquement le reste du monde. Cette nouvelle crise économique et sanitaire, après les nombreuses crises économiques précédentes, nous rappelle que la recherche perpétuelle de la croissance, du fric à tout prix, ni viable ni souhaitable. Répartition des richesses et du temps de travail, vers des productions locales, raisonnées et écologiquement responsables : voilà le monde que nous voulons pour l'après.

*1 DGAC Enquête national auprès des passagers aériens 2015-16*
*2 Bulletin statistique du trafic aérien commercial, Année 2017 – DGAC*
*3 Enquête nationale Transports et Déplacements 2008*

**POUR PRENDRE CONTACT AVEC LE NPA**

contact@npa44.org | www.npa44.org

NPA 44 NPA_NANTES

# Grève en mai à l'hôpital public de Saint-Nazaire

FO a déposé un préavis de grève à durée illimitée pour l'hôpital de public de Saint-Nazaire à compter du 1er mai. Le préavis déposé porte sur une série de revendications : arrêt des fermetures de lits et réouverture de lits partout où cela est possible, recrutement des moyens humains, acquisition des matériels nécessaires aux besoins et augmentation des salaires de 300 € net mensuel pour tous.

Après de fortes mobilisations à l'automne dernier le secteur de la santé se retrouve encore une fois en première ligne. Les cris d'alarmes poussés par les agents hospitaliers depuis des années ont été malheureusement vérifiés ces dernières semaines avec l'engorgement des hôpitaux. Les maigres annonces du gouvernement ne sont pas en mesure de rassurer les professionnel·les de la santé ou les patient·es.

La lutte des salarié·es, avec le soutien massif de la population, sera nécessaire pour arracher un service public hospitalier de qualité pour toutes et tous nous soigner dignement.

# Abandon des poursuites contre Anthony Smith !

Depuis le 15 avril Anthony Smith, un inspecteur du travail de la Marne, ancien secrétaire général de la CGT-TEFP (travail emploi formation professionnelle), membre de son bureau national et représentant des inspecteurs du travail ne peut plus exercer sa mission.

Pourquoi ? Il a été mis à pied par la Ministre du Travail Muriel Pénicaud.

Que lui reproche-t-on ? D'avoir prescrit l'utilisation de masques pour les aides à domicile, tout en adressant régulièrement des lettres de rappel de la règlementation aux entreprises de son secteur. En réalité, Anthony Smith a simplement fait son travail : protéger les salariés.

La décision de la Ministre du travail est proprement honteuse !

Exigeons la levée immédiate des sanctions contre Anthony !

**Signez la pétition : https://www.change.org/p/muriel-p%C3%A9nicaud-abandon-des-poursuites-contre-anthony-smith**